

L'IMPACT du COVID-19

sur les Jeunes Travailleurs

JUVENTUD OBRERA CRISTIANA INTERNACIONAL
JEUNESSE OUVRIERE CHRETIENNE INTERNATIONALE
INTERNATIONAL YOUNG CHRISTIAN WORKERS

*Cette analyse a été publiée en
2020 par la JOCI*



« La peur d'être infecté fait que je ne peux plus voir mes amis. » (Égypte)

À l'image de beaucoup de personnes à travers le monde, aujourd'hui les jeunes travailleurs ont peur. Il y a ceux qui sont malades ou ont été infectés par leur entourage, et ceux qui ont déjà perdu des amis et des membres de leur famille. D'autres craignent d'attraper le virus et de contaminer ceux qu'ils aiment. Ils sont terrifiés à l'idée de sortir, ils sont remplis d'incertitude quant à leur avenir et leur emploi. Bon nombre de jeunes ont un sentiment de solitude et d'isolement. Être enfermé avec sa famille et ses parents peut exacerber les conflits, surtout si l'espace de vie est restreint ou que les gens s'inquiètent à

propos de leurs moyens d'existence, notamment de la perte de leur emploi. Un jeune travailleur brésilien explique :

« La violence familiale tend à augmenter, principalement parce que nous nous sentons tous stressés, que la maison est en désordre, et il y a aussi plusieurs autres facteurs. »

La pandémie n'a toutefois pas uniquement des conséquences sur notre santé. Elle affecte l'économie mondiale et notre vie dans son ensemble. Elle renforce et met en lumière les inégalités déjà existantes. Nous décrivons ci-après certains effets concrets vécus par les jeunes. L'une des premières répercussions a été celle-ci :

1 - Des jeunes travailleurs ont perdu leur source de revenus

« J'ai commencé à travailler dans une petite épicerie qui appartient à mon père parce que j'ai perdu mon travail pendant cette crise du coronavirus. » (Égypte)

En raison de la propagation du coronavirus, de nombreux pays ont adopté des mesures parmi lesquelles un confinement, un couvre-feu ou la distanciation sociale.

Différents scénarios et cas ressortent de cette réalité :

- Les « free-lance » ou travailleurs indépendants qui ont perdu leurs projets et donc leurs revenus à cause de la crise.
- Les jeunes travailleurs qui travaillaient pour un employeur ou une entreprise et qui ont perdu leur emploi.
- Les travailleurs informels qui sont particulièrement vulnérables. Souvent, ils ne jouissent d'aucune sécurité sociale. Certains ont perdu leur emploi et leurs revenus à cause des perturbations dans les chaînes de valeur mondiales, par exemple dans le secteur textile. D'autres, vendeurs de rue ou éboueurs, ont dû choisir entre sortir de chez eux pour

aller travailler en risquant d'être infectés ou alors se retrouver sans revenus, sans protection sociale et généralement sans économies.

- Les travailleurs précaires qui constituent un autre groupe vulnérable comme l'illustrent les témoignages ci-dessous. Dans plusieurs cas, les travailleurs permanents et les travailleurs précaires, bien qu'ils effectuent les mêmes tâches sur un même lieu de travail, ne sont pas égaux en droits. Mais dans tous les cas, en temps de crise économique, il est facile de ne pas prolonger un contrat à durée déterminée.

« Je suis travailleur contractuel et la politique de l'agence et de l'entreprise est « pas de travail, pas de salaire ». Seuls les travailleurs fixes ont le droit de bénéficier d'une aide financière. (...) C'est très difficile pour moi car je ne dispose pas d'autres sources de revenus en dehors de mon travail en usine. Je ne peux pas répondre à mes besoins quotidiens ni à ceux de ma famille. C'est triste car cela fait 2 mois que nous sommes en confinement renforcé et nous ne recevons aucune aide du gouvernement. »(Philippines)

« Je travaillais pour une institution financière, j'avais un contrat temporaire. Quand la quarantaine a été décrétée, l'entreprise a suspendu le travail et le contrat prendra fin une fois la quarantaine terminée. 50 jeunes se retrouveront sans travail... » (Pérou)

En règle générale, le taux de chômage est en hausse partout dans le monde.

Les secteurs qui sont très exposés aux pertes d'emplois sont ceux de la gastronomie, du tourisme, des voyages, le commerce de détail et de gros, les services liés à l'hébergement et à l'alimentation, le secteur immobilier, les activités commerciales et administratives, ainsi que le secteur de la production. Les chaînes de valeur mondiales sont interrompues. Ayant perdu leur emploi, certains travailleurs cherchent un moyen d'obtenir des revenus dans le travail informel ou indépendant. Mais c'est difficile car les travailleurs informels et indépendants sont vulnérables en raison de l'absence de sécurité sociale.

Les jeunes sont parmi les premières victimes.

Avant la pandémie, le taux de chômage chez les jeunes était déjà plus élevé que parmi la population en général. Cela se reflète dans la situation actuelle comme le constate un jeune travailleur japonais : « *La jeune génération en quête d'emploi est désarmée face à la crise.* » Pour les jeunes travailleurs à la recherche d'un premier emploi mais incapables d'en trouver un en pleine crise économique, il faut s'attendre à des effets à long terme. La même quantité de personnes se disputera un nombre plus limité d'emplois, par exemple aux Philippines. « Selon l'Institut philippin de statistiques, le chômage a bondi de 17,7 pour cent en avril, après environ un mois de strict confinement qui a vu le pays fermer ses frontières et imposer de sévères restrictions obligeant la population à rester à la maison. Au moins 7,3 millions de Philippins n'avaient pas de travail en avril, principalement à la suite de l'un des confinements les plus sévères imposés en Asie pour

endiguer l'épidémie. Le taux de chômage le plus élevé jamais enregistré jusque-là était de 14,4 pour cent au deuxième trimestre 1991. À la fin de l'année dernière, le chômage se situait au record historiquement bas de 4,8 pour cent. La plupart des emplois perdus l'ont été dans le secteur des arts, du divertissement, des activités récréatives, de l'information, des communications et de la construction, ainsi que dans l'industrie alimentaire et hôtelière. Le gouvernement a également fait savoir qu'en avril, deux personnes sur cinq qui avaient encore un emploi faisaient du télétravail. » (Source : The StraitsTime, édition du 6 juin 2020).

Outre les pertes d'emploi, certaines entreprises accusent des retards dans le paiement des salaires de leurs travailleurs, ces derniers craignant de perdre totalement leurs revenus. D'autres travailleurs permanents n'ont perçu que 50% de leur salaire alors que les contractuels n'ont pas été payés du tout, par exemple en Inde. Plusieurs employeurs ont demandé aux travailleurs de prendre des congés non payés, ce qui veut dire qu'ils ont été renvoyés chez eux sans salaire et sans revenu. D'autres ont été priés de prendre leurs vacances annuelles pendant cette période. Dans d'autres cas, les travailleurs sont renvoyés chez eux sans salaire et ils attendent qu'on les informe ou qu'on les appelle. Dans certains pays, la réaction face à la pandémie a été de réduire les droits des travailleurs et de faciliter les licenciements.

« Au travail, tout est incertain et je suis très préoccupé par les méthodes de travail qui existent et par de possibles nouvelles violations des droits des travailleurs. » (Pérou)

Au Brésil, au beau milieu de la pandémie, la Chambre des députés a approuvé la mesure provisoire N° 905 qui, entre autres, réduit les cotisations sociales des employeurs ainsi que l'amende que ces derniers doivent verser dans un fonds de garantie (le FGTS) en cas de licenciements ; elle supprime le versement d'un 13^e mois et un tiers des congés payés ; elle considère que les accidents de la route entre le lieu de travail et le

domicile sont des accidents de travail uniquement s'ils se produisent dans un moyen de transport de l'employeur ; et elle fait primer les conventions collectives sur la jurisprudence et les avis généraux du

Tribunal supérieur du travail.

Alors que nous perdons des heures de travail, des revenus ou notre emploi, le coût de la vie ne cesse d'augmenter dans de nombreux pays.

2. La numérisation de notre monde (du travail) s'accélère

Nous avons déjà constaté à quel point nous utilisons la technologie dans notre vie et au travail avant la pandémie. Elle avait un impact sur notre façon de vivre, de travailler et de nous organiser. Dans bon nombre de pays, la tendance au « télétravail » existait déjà avant le coronavirus. Avec la crise actuelle, compte tenu du fait que nous devons tous éviter les contacts physiques, la tendance à recourir aux filières numériques s'accroît encore. Absolument tout a quelque chose de numérique, y compris l'art. Pour participer à cette société numérique mondiale, il est clair que l'internet et l'électricité sont nécessaires. Mais cela n'est pas garanti partout. Il existe un fossé entre les pays et entre zones rurales et urbaines à l'intérieur d'un même pays. Des militants jocistes d'Haïti en témoignent :

« Dans notre pays, pour la grande majorité des jeunes travailleurs, il n'est pas possible de rester à la maison pour travailler ou télétravailler car il n'y a presque pas d'électricité, l'internet est très cher et parfois très lent. » (Haïti)

L'inégalité d'accès à internet devient donc plus importante, ce qui accroît une inégalité déjà existante. Cette inégalité existe entre les pays, mais aussi entre les villes et les campagnes au sein d'un même pays. En général, les mauvaises connexions internet posent un sérieux défi. En même temps, la numérisation du monde du travail a des incidences pour toutes les personnes

concernées. Le télétravail a sans nul doute connu une énorme expansion. Il se pratique là où c'est possible et inclut toutes les conférences/réunions en ligne. Il aura un impact sur la « période post-corona ». D'un côté, passer plus de temps à la maison peut être agréable. Dans certains cas, les travailleurs devaient effectuer de longs trajets jusqu'à leur lieu de travail et dans ce cas, le télétravail leur permet d'économiser du temps dans les transports. D'un autre côté, comme nous le voyons dans certains témoignages, il pose aussi des difficultés :

« Le télétravail est difficile car nous ne sommes pas équipés pour ça à la maison ! (...) En fait, on ne peut pas travailler convenablement chez soi : il n'y a pas de bureau, presque pas de place sur la table de la salle à manger qui n'est pas faite pour travailler. (...) J'ai pu amener du bureau mon écran, mon clavier et ma souris, mais seulement parce que j'avais une voiture. (...) J'utilise mon téléphone privé et ma connexion internet. (...) Il y a beaucoup plus de communications sur les réseaux privés. Par exemple, j'ai congé aujourd'hui mais ce matin, j'ai reçu un message WhatsApp de mon patron. » (Allemagne)

« Je fais actuellement du télétravail mais l'entreprise ne fournit pas d'ordinateur. Donc, j'ai dû payer plus de 100.000 yens moi-même. » (Japon)



- Avec le télétravail, les heures de travail ont augmenté. Les frontières entre le travail et la vie privée s'estompent et les travailleurs sont joignables à tout moment.
- Dans une multitude de secteurs partout dans le monde, les travailleurs utilisent leur propre matériel pour réaliser leurs tâches.
- Il peut s'avérer très difficile d'organiser son lieu de travail personnel à la maison s'il n'y a pas de bureau ou de pièce pour travailler.
- Pour les parents dont les enfants restent à la maison en raison de la fermeture des écoles, il est difficile à la fois de télétravailler et de s'occuper des enfants. Pourtant, beaucoup de travailleurs ont le sentiment que l'on attend d'eux qu'ils couvrent la même charge de travail en dépit de ces nouvelles conditions de travail à domicile.
- Il y a aussi des cas d'espionnage en ligne des activités des travailleurs afin de contrôler leur travail car il n'est plus possible de voir si le travailleur est assis à son bureau. Cela témoigne d'un mépris de la vie privée des travailleurs.

Indépendamment du télétravail, le fait de travailler et de vivre en ligne va souvent de pair avec l'utilisation de services qui nous forcent à divulguer des données personnelles à des multinationales qui gagnent de l'argent grâce à cela sans que nous en ayons conscience. Au cours de cette pandémie, les jeunes travailleurs ont également utilisé davantage les réseaux sociaux. Ce sont des outils de communication faciles tout en étant aussi des plateformes de « fake news » (fausses infos). Ils nous incitent à consacrer notre temps **« à des futilités au lieu de nous concentrer sur ce qui se produit dans la réalité »** (témoignage du Japon) et est plus important.

Il est logique que les achats en ligne aient augmenté pendant la pandémie. Le shopping en ligne se fait pourtant souvent sur des plateformes numériques qui favorisent des formes précaires de travail. Il peut s'agir de contrats temporaires et souvent indépendants sans aucune responsabilité à long terme de la part de l'employeur. La production et la consommation de matériel technologique soulèvent par ailleurs des questions par rapport aux ressources limitées de la planète et aux conditions de travail de ceux qui produisent ce matériel.

L'éducation s'est également numérisée. Pendant la pandémie, l'enseignement a complètement changé, se transformant dans bien des cas en « enseignement en ligne ».

« Je travaille dans une école et maintenant, en raison de cette pandémie, je travaille plus qu'avant. C'est épuisant et je ne suis pas sûre que ce soit utile pour les élèves, en particulier ceux qui ont des besoins spéciaux et doivent fournir davantage d'efforts pour vraiment comprendre les informations données. Cette situation est très compliquée pour moi et pour mes élèves. » (Égypte)

« Les enseignants de l'éducation de base qui donnent des cours à distance travaillent avec leur propre ordinateur ou téléphone portable, leur connexion internet personnelle, leurs comptes sur les réseaux sociaux et d'autres applications. Ils ne reçoivent aucune orientation à propos des méthodes qu'ils devraient utiliser pour l'enseignement à distance. » (Brésil)



Dans certains cas, les enseignants essaient de téléphoner à chaque élève pour voir s'ils ont besoin d'aide mais il est clair que la situation est complètement différente et que les élèves bénéficient de beaucoup moins d'aide. Ici encore, les moins favorisés rencontrent davantage de difficultés. Le problème est aussi de disposer d'outils technologiques, d'un espace suffisant

pour suivre les cours en ligne et arriver à comprendre sans la présence physique d'un enseignant qui peut expliquer. Avec la fermeture des cours de récréation et l'imposition d'une quarantaine, certains enfants doivent rester à la maison toute la journée sans sortir. Cette situation n'entraînera-t-elle pas de conséquences sur le bien-être physique ?



3. Les inégalités et injustices entre les genres sont encore plus prononcées

Alors que les hommes semblent être plus susceptibles de souffrir gravement d'une infection au covid-19, avec des pourcentages plus élevés de décès chez les hommes partout dans le monde qui s'expliquent par des raisons biologiques et des modes sexospécifiques de soins corporels, les femmes sont particulièrement touchées par les effets socio-économiques de la crise.

D'une part, bon nombre de secteurs particulièrement affectés par les pertes d'emplois découlant de la pandémie occupent davantage de main d'œuvre féminine. D'autre part, ce sont précisément les professions considérées importantes du point de vue systémique et mises le plus sous pression qui sont occupées par des femmes.

Dans le domaine des soins rémunérés, il y a beaucoup d'emplois à temps partiel, trop peu d'effectifs et des bas

salaires.

A la maison, ce sont principalement les femmes qui prennent soin de la famille. C'est en partie dû aux rôles traditionnellement établis – nous vivons dans un monde qui considère que les femmes sont fragiles et il n'est pas rare de voir au cours de cette pandémie, que les femmes sont plus susceptibles de perdre leur emploi pour rester au foyer et s'occuper de leur famille, ou qu'elles restent à la maison simplement parce ce sont des femmes.

C'est également dû au fait que les femmes gagnent en moyenne moins que les hommes et contribuent par conséquent moins aux revenus du ménage. Le besoin de garder les enfants et de prodiguer des soins non rémunérés augmente car les écoles sont fermées et il faut soigner les proches qui sont malades. Une jeune travailleuse d'Allemagne confie :

« Si seulement nos salaires étaient les mêmes, nous pourrions envisager différemment la division du travail et la garde des enfants. Car en tant que famille, nous devons joindre les deux bouts. L'égalité des droits passe malheureusement au second plan. Donc nous sommes particulièrement affectées par la fermeture des écoles et des crèches et nous devons nous occuper des enfants à temps plein à la maison. »

La division du marché du travail dans son ensemble fait clairement ressortir la profonde discrimination et l'exploitation basées sur le genre.

Par ailleurs, les cas de violence intrafamiliale ne cessent d'augmenter partout dans le monde, exigeant une intervention immédiate.

« Il y a plein de conflits, au sein des familles, entre les genres. La situation des couples qui ne s'entendent pas s'est aggravée. » (Argentine)



4. Les migrants sont particulièrement affectés

Les migrants, tant internes qu'internationaux, constituent un autre groupe particulièrement vulnérable impacté par la situation actuelle. Les migrants locaux, surtout dans les grands pays, peuvent être bloqués dans un endroit sans pouvoir rentrer chez eux en raison de la restriction des déplacements. Cela s'avère particulièrement difficile pour les travailleurs informels qui ont perdu leurs revenus sans bénéficier de la sécurité sociale. Les migrants internationaux peuvent être bloqués dans un pays étranger si les frontières sont fermées ou que les transports sont à l'arrêt. Cela peut se révéler particulièrement difficile lorsque le gouvernement du « pays d'accueil » demande aux travailleurs migrants de rentrer dans leurs pays.

La quarantaine peut obliger les travailleurs à rester confinés dans un hôtel qu'ils doivent payer. En général,

les travailleurs migrants qui s'occupent de leurs familles restées au pays sentent la charge plus lourde qui pèse sur leurs épaules en raison des difficultés économiques dans leur pays d'origine et de l'aggravation de la situation dans leur pays d'accueil. Dans certains cas, il ne s'agit pas seulement d'une responsabilité individuelle envers la famille et les amis mais aussi envers l'État. Ainsi, le gouvernement philippin a augmenté la contribution que les travailleurs philippins à l'étranger doivent obligatoirement verser à leur assurance santé.

La distanciation sociale est difficile dans les camps et beaucoup de réfugiés n'ont d'autre choix que de rester tous ensemble.

La discrimination envers les personnes asiatiques s'est accrue partout dans le monde à cause du fait que le coronavirus est d'abord apparu en Chine.



5. L'absence de protection sociale est encore plus criante

La réalité actuelle met en lumière l'absence de protection sociale et de filets de sécurité pour tout un chacun dans les économies, en particulier celles des pays en développement. La santé au travail et dans la vie ne fait pas l'objet de suffisamment d'attention, où que ce soit dans le monde.

Les conditions de travail dans les « secteurs de soins » (éducation, soins de santé, etc.) ont été durement affectées par les mesures d'austérité et les privatisations décidées par les gouvernements partout dans le monde après la crise financière de 2008 et au cours des dernières années.

« La vie des gens est menacée par les dangers de la vie et les dangers économiques. Il n'y a pas suffisamment de mesures contre les infections qui mettent en péril la vie des gens. Ce désastre n'est pas seulement causé par le Covid-19 mais aussi par les humains, les politiciens. » (Japon)

Pendant cette crise sanitaire mondiale, les gouvernements de la plupart des pays ont essayé de prendre des mesures visant à aider les personnes qui ont perdu leur emploi, leurs heures de travail et leurs revenus. Ce soutien ne suffit toutefois pas.

- Dans plusieurs pays, la population bénéficie d'un soutien ou de compensations. Dans de nombreux cas, un soutien financier a été mis en place. Au Brésil, un « revenu de base » a été instauré pour les travailleurs informels et à bas revenus. Dans d'autres cas, le soutien consiste en la fourniture de produits de base, par exemple aux Philippines et au Ghana.

« Nous avons reçu de l'aide de notre communauté, mais ce ne sont que 3 kilos de riz par semaine. Ma situation est trop difficile car « pas de travail, pas de salaire ». Nous sommes impuissants, nous ne savons pas comment répondre aux besoins de notre famille car l'assistance des autorités locales ne suffit pas. » (Philippines)

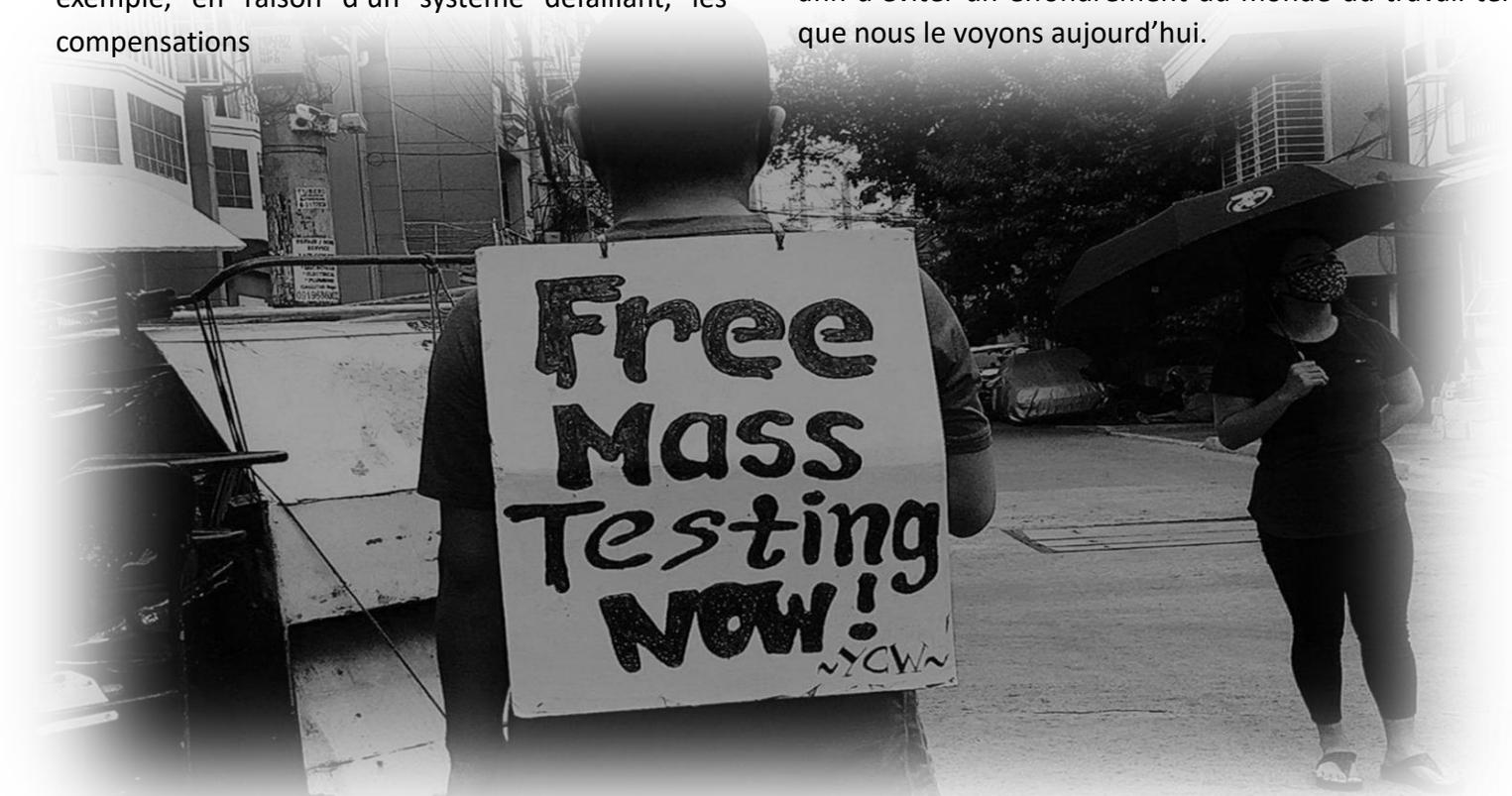
Comme nous le voyons dans les témoignages, le soutien existant dans la plupart des pays est loin d'être suffisant.

- Certains gouvernements ont accusé des retards et n'ont pas pu payer l'aide sociale. Dans d'autres cas, celle-ci ne suffit tout simplement pas pour couvrir les besoins, notamment l'alimentation et le loyer.
- Dans de nombreux cas, la protection sociale pour les travailleurs informels et précaires est insuffisante ou inexistante. Dans les économies principalement informelles comme Haïti, seuls 2% des travailleurs sont protégés. Une telle crise les touche de plein fouet.
- Dans une multitude de pays, l'aide sociale n'est pas parvenue à la masse des personnes impactées. Par exemple, en raison d'un système défaillant, les compensations

ne sont arrivées qu'à un million de familles, soit 1% de la population.

Par ailleurs, la situation actuelle a révélé les grandes faiblesses des systèmes de santé publique partout sur la planète : pénurie de lits d'hôpitaux, de médicaments, de personnel, et accès limité aux tests, aux traitements et aux médicaments.

En résumé, nous constatons que les gouvernements du monde entier prennent des mesures. Malheureusement, les systèmes en place sont loin de protéger tout un chacun. Les gens ont peur, ils ont un sentiment d'impuissance. En outre, la situation met clairement en lumière les faiblesses des mécanismes de protection sociale aux quatre coins de la planète. Nous avons besoin d'une protection sociale juste et efficace afin d'éviter un effondrement du monde du travail tel que nous le voyons aujourd'hui.



6. La santé est mise en péril

La santé n'est pas toujours garantie au travail.

Les mesures de sécurité nécessaires ne sont pas toujours garanties au travail. Sur certains lieux de travail, le non-respect des règles liées à la santé et à la sécurité au travail

est une réalité qui existait déjà avant la pandémie. Le coronavirus n'a pas changé la donne.

- Il est clair que les foyers où logent tous ensemble les travailleurs migrants les exposent à un risque

particulièrement élevé de contamination.

- Dans d'autres cas, les travailleurs qui pourraient effectuer leurs tâches depuis leur domicile ne sont pas autorisés à le faire. Il semblerait que la méfiance à l'égard des employés est si grande que les superviseurs ne sont pas disposés à permettre le télétravail pour contenir la pandémie. Contre leur gré, les employés courent dès lors le risque d'être contaminés et de répandre le virus.

« Notre directeur ne veut pas que nous fassions du télétravail. Ce n'est possible que pour les informaticiens et les patients à risque. Pourquoi ? Je ne sais pas vraiment. » (Allemagne)

- Après plusieurs mois de confinement, nous constatons que beaucoup d'employeurs demandent à leurs travailleurs de revenir au travail. Pourtant, le virus n'est pas du tout neutralisé et la courbe n'est pas aplanie. Des mesures suffisantes de santé et de sécurité au travail ne sont pas appliquées. Seules la désinfection et la distanciation sociale sont mises en place.
- Comme déjà mentionné, certaines catégories de travailleurs informels tels que les éboueurs, les ouvriers du bâtiment et les vendeurs de rue, continuent de sortir pour travailler car leurs revenus en dépendent. Ils mettent donc leur santé en danger, d'autant plus qu'ils ne portent pas toujours de masque ni de gants.

Des conditions de travail indignes dans le secteur des soins de santé.

De toute évidence, ce sont les membres du personnel soignant et de première ligne qui sont le plus exposés au virus qu'ils doivent combattre. Ils font de leur mieux pour appliquer les mesures de sécurité et contribuer à endiguer la propagation de ce virus mortel. Mais ils y sont exposés directement et dans plusieurs pays, de nombreux travailleurs de la santé sont décédés

ou sont tombés malades. La pénurie de matériel de protection demeure un problème pour de nombreux soignants, notamment aux Philippines, rendant vulnérables les médecins et les infirmiers qui risquent leur vie pour sauver les patients infectés par le virus.

« Je travaille dans le secteur médical avec des horaires de travail très chargés. Est-ce que je suis infecté ? C'est la question que je me pose et qui m'inquiète quand je suis au travail. » (Japon)

« Je travaille dans un hôpital privé. Au début de la pandémie, on nous a demandé de prendre des congés non payés si on se sentait malade ou fiévreux jusqu'à ce qu'on se sente mieux... et même s'il nous restait des jours de congés payés. » (Égypte)

Au cours des dernières décennies, les soins de santé ont vu leur budget diminuer et ils ont été privatisés dans un certain nombre de pays. Les effets étaient déjà visibles auparavant mais la situation actuelle a clairement mis en évidence les incidences dramatiques. Les soignants étaient déjà surchargés avant et cette surcharge de travail n'a fait que croître. Elle représente un risque pour la santé du personnel soignant, y compris sur le plan mental.

Compte tenu des risques propres à ce secteur, la protection est insuffisante. Tout cela contribue à la propagation de la maladie dans les hôpitaux et les homes pour personnes âgées.

Au Ghana, des mesures fortes ont été mises en place pour soutenir les personnels soignants dans cette situation précise : ils reçoivent une prime supplémentaire de 50% et ont été dispensés de payer des impôts pendant trois mois. Le pays a aussi fourni des bus gratuits pour amener les travailleurs de la santé jusqu'à leur lieu de travail et les ramener ensuite chez eux, créant des itinéraires spéciaux pendant toute la durée des restrictions.

7. Les réactions dans la société varient fortement



D'une part, nous voyons de nombreuses actions de solidarité.

Il y a les voisins qui font les courses pour les groupes vulnérables et une aide concrète apportée par exemple aux personnes âgées et aux migrants. Il y a aussi des actions menées pour aider les sans-abri. Ces actions peuvent être individuelles ou émaner de mouvements, d'ONG, de communautés ou des États. Il y a aussi une collaboration des mouvements sociaux pour s'attaquer à cette réalité. Au Brésil, des initiatives ont été mises sur pied par des états, des villes ou des organisations de travailleurs qui, avec le soutien de parlementaires, proposent des lois et exercent des pressions pour l'adoption de mesures prévoyant le paiement d'un revenu aux travailleurs informels et aux chômeurs. Dans une moindre mesure, certaines initiatives ont également été prises par des employeurs locaux qui, individuellement ou avec d'autres, ont mis à disposition leurs installations, leurs matières premières et leur main d'œuvre pour produire des équipements tels que des respirateurs, des visières, des masques, des blouses et du gel hydro-alcoolique, les livrant ensuite à un ou plusieurs hôpitaux.

En général, il y a beaucoup d'entraide, comme l'illustre l'expérience suivante :

« Mon amie jociste Beatriz m'a invitée chez elle. Les premières semaines, ça a été difficile pour moi de m'habituer à une nouvelle famille, au climat et à d'autres choses. Nous quittons la maison tôt le matin pour aller traire les vaches, puis nous rentrons et nous nettoyons, cuisinons et prenons le petit déjeuner. Ensuite, nous allons nourrir les cochons, les cochons d'inde (appelés cuys) et les chevreaux. Je me plais bien dans ma nouvelle maison. J'aide à faire un certain nombre de choses, la nourriture est vraiment bonne parce que ce sont des produits frais qui proviennent de la ferme familiale, et je pense que si j'étais restée dans ma chambre, j'aurais pu mourir, pas du Covid-19 mais de faim. Ici, je suis très reconnaissante, les parents de mon amie sont très gentils. » (Pérou)

Le confinement a aussi des côtés positifs.

- Les activités ont ralenti, les gens voyagent moins et certains ont davantage le temps de lire, de voir des choses et d'être aux côtés de leur famille.

« Le mode de vie de ma famille a considérablement changé, en mieux. Maintenant, nous avons plus de temps à partager et la communication entre nous s'est améliorée. Je sais que quand tout ceci sera terminé, je poursuivrai mes études et je devrai les quitter, et cela me rend triste. » (Pérou)

- Notre mode de vie « normal » à plein régime avait des incidences négatives sur l'environnement. Certaines villes sont plus propres aujourd'hui grâce à la diminution du trafic. L'économie qui tourne au ralenti utilise moins d'électricité et la réduction des vols aériens permet de moins polluer.
- Nous voyons soudain que l'économie n'est pas toujours la priorité absolue et que des mesures auxquelles nous n'avions jamais pensé sont possibles. Un militant jociste d'Argentine témoigne :

« Notre gouvernement a opté pour une quarantaine totale. Cette attitude a été bien accueillie par les jeunes du pays. Nous rejetons les attitudes comme celle de Bolsonaro qui mettent en danger la vie de beaucoup de gens. »

- Par ailleurs, la situation actuelle rend visibles les vulnérabilités et les injustices de notre système, permettant une meilleure prise de conscience. Les conditions de vie et de travail précaires deviennent particulièrement évidentes lors de crises comme celle-ci. Par exemple, la reconnaissance du travail accompli par les travailleurs du secteur de la santé illustre le besoin d'agir, et le débat autour des conditions de travail dans ce secteur se fait plus intense, notamment concernant les salaires, le paiement de primes de risque et l'appartenance à une association ou un syndicat.



D'autre part, nous nous interrogeons quant aux véritables priorités de la société

- Par exemple, les centres commerciaux sont-ils jugés à ce point importants qu'ils doivent rester ouverts même en période de confinement, alors que les services religieux sont fermés ? Le shopping, est-ce si important ?
- Dans certains pays, les responsables religieux ne participent pas à l'élaboration des protocoles relatifs

aux mesures de sécurité et ils doivent plaider avec vigueur pour qu'on prenne en compte les activités religieuses.

- Et quelle est la réelle importance des grands événements sportifs ? Au Japon, les jeunes travailleurs ont l'impression que la priorité, ce sont les Jeux olympiques, lesquels passent avant toute autre décision. En Allemagne, les matches de football (sans spectateurs) ont repris avant l'ouverture des écoles.
- La grande question sous-jacente est la suivante : la priorité, est-ce la santé ou l'économie ? Certains jeunes travailleurs tirent la conclusion suivante :

« La santé est plus importante que les contacts sociaux, l'éducation, la culture et le bien-être mental. Mais la production industrielle est encore placée au-dessus de la santé et du bien-être. Les décisions nationalistes et axées sur le profit de l'État et des entreprises sèment l'incompréhension. » (Japon)

Même si nous voyons de nombreuses actions solidaires, nous constatons aussi un manque de solidarité.

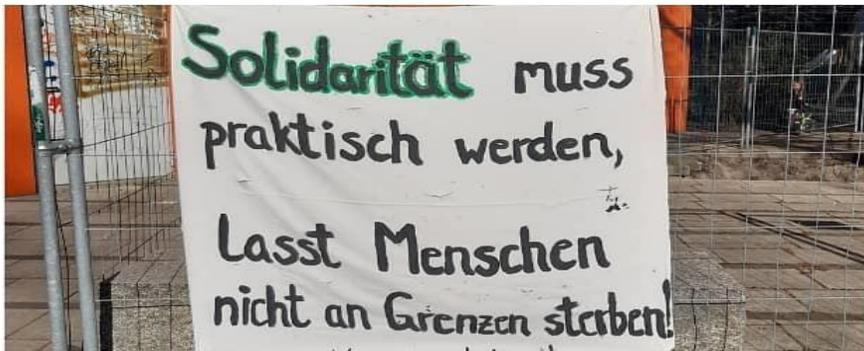
- Dans bon nombre de pays, le début du confinement s'est accompagné « d'achats de panique ». En d'autres termes, les gens ont acheté certains produits en énormes quantités afin de se constituer des provisions, les groupes vulnérables rencontrant alors des difficultés à acheter les produits de première nécessité.
- Sur le plan écologique, bien que la situation actuelle ait permis de réduire certains types de pollution, nous sommes loin d'avoir sauvé la planète. La pandémie a réduit la circulation des personnes (voitures, avions, transports publics), mais les activités des grandes entreprises minières et/ou émettrices de carbone se poursuivent. De plus en plus de zones côtières sont peu à peu englouties par la mer, dont beaucoup en Asie et dans le Pacifique.

- Les jeunes travailleurs de plusieurs pays dénoncent le fait que les grandes entreprises et les grands groupes nationaux et internationaux opérant dans le pays et possédant une part importante des richesses produites n'ont pas ou peu contribué à compenser les coûts de la pandémie, eu égard à leurs chiffres d'affaires et à l'impact social et environnemental de leurs activités.
- Malheureusement, nous voyons aussi que des firmes abusent du système de sécurité sociale en vigueur qui vise à aider les entreprises à traverser la crise. Elles abusent des systèmes de solidarité et imposent un fardeau encore plus lourd aux travailleurs :

« Notre entreprise a introduit le travail de courte durée alors que ce n'était pas nécessaire. Elle tire profit des

réglementations gouvernementales bien que les commandes n'aient pas changé. Cela conduit à une concentration du travail. Il s'agit pour elle de réduire les coûts et c'est agaçant car rien n'a changé dans la commande de nos produits. Le secteur artisanal continue d'opérer. Le commerce en ligne connaît aussi une augmentation des commandes. C'est simplement une question de réduction des dépenses en personnel. » (Allemagne)

- Dans un autre ordre d'idées, nous ne cessons de voir des gens qui semblent ne pas se préoccuper de leur propre santé ni de celle des autres. Un militant du Pérou confie : « *Je suis outré par tous ces gens qui ne se rendent pas compte de la gravité de la situation et qui ne font pas attention à ce que dit le gouvernement.* » (Pérou)





Conclusion:

En résumé, nous constatons que les jeunes travailleurs sont lourdement impactés partout dans le monde. Le taux de chômage mondial ne cesse de croître et les jeunes en sont les premières victimes.

En général, ceux qui étaient déjà défavorisés sont particulièrement affectés par la situation :

- Les personnes qui ont un emploi précaire risquent davantage de se retrouver dans une situation plus précaire encore.
- Les familles qui ne peuvent se payer que de petits appartements sont confinées dans de très petits espaces, ce qui entraîne des tensions.
- Les jeunes originaires de milieux financiers et éducatifs moins aisés ne reçoivent pas le soutien et les ressources nécessaires à la maison et sont laissés à la traîne au niveau scolaire.
- Les inégalités régionales se sont encore renforcées.

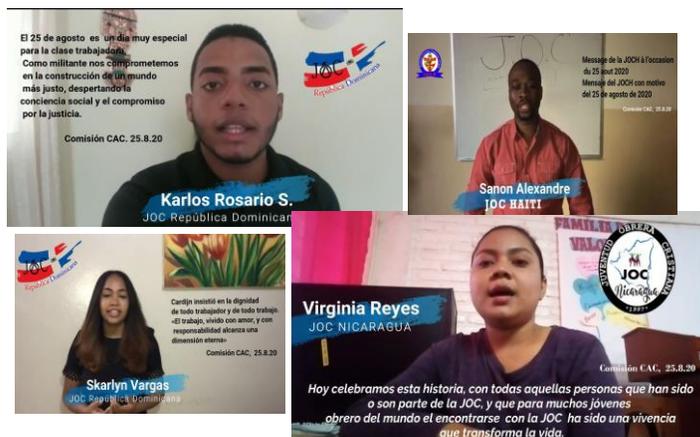
Elles jouent un rôle majeur dans la mise en place d'un système de santé et de protection sociale. Certaines régions, telles que l'Amazonie, sont particulièrement vulnérables. En outre, les inégalités entre zones urbaines et rurales, par exemple en ce qui concerne l'accès à internet, se creusent, tout comme les inégalités entre pays.

- Les inégalités de genre s'amplifient, et les minorités ethniques qui ont toujours été défavorisées sont d'autant plus vulnérables dans cette situation particulière.

En ce qui concerne les gouvernements, certains ont tendance à utiliser la pandémie pour servir leurs propres intérêts et asseoir leur pouvoir. Nous relevons des cas de prise de contrôle des médias, par exemple pour les réduire au silence quand ils critiquent le gouvernement pour ses erreurs dans la gestion du Covid-19.

Des cas de brutalités policières et militaires ont aussi été dénoncés, ainsi que la gestion du problème par la violence à l'encontre de la population sans fournir les moyens nécessaires pour assurer sa sécurité.

Il semblerait que dans certains pays, le recours généralisé à la police et à l'armée soit censé donner l'impression que le gouvernement maîtrise la situation, et les brutalités policières sont passées sous silence, notamment en Inde, aux Philippines et en Indonésie.



En nous basant sur nos valeurs, que pensons-nous de cette réalité ? Comment devrait-elle être ?

« *Chaque jeune travailleur vaut plus que tout l'or du monde.* » Cette phrase est une citation du fondateur de notre mouvement et nous continuons d'y croire. La dignité humaine doit passer avant tout. Les êtres humains doivent donc être au centre de l'économie. L'acceptation d'une dignité donnée par Dieu et de la vocation de chaque personne (jeune) implique que l'être humain doit être au centre de toute activité économique. Dans une société, les décisions ne doivent pas être basées sur le profit politique ou le rendement du capital ; elles doivent être axées sur la valeur ajoutée des personnes. La vie humaine ne doit pas être liée à l'argent. Ce n'est pas le profit mais la valeur des êtres humains, indépendamment de leur lieu de résidence, de leur origine, de leur genre, de leurs convictions politiques, etc., qui doit être le principe directeur de toutes nos actions sociales.

Toutes les personnes devraient jouir d'une égalité des chances en matière d'éducation de qualité et d'accès aux ressources, indépendamment de leur situation financière et de leur milieu social. Nous voulons une égalité de droits dans toutes les sphères de la vie afin que tous et toutes jouissent des mêmes chances et des mêmes opportunités! Il ne devrait exister aucune discrimination fondée notamment sur le genre, l'origine,

l'orientation sexuelle ou l'opinion politique.

Le système de soins de santé devrait exclusivement viser à préserver la santé des populations et non à les soumettre à la logique traditionnelle du marché capitaliste. La santé est un droit humain et ne peut être traitée comme une marchandise. L'État est responsable de garantir ce droit dans la société. Il doit exiger que les grandes entreprises assument la responsabilité qui leur incombe de garantir des soins médicaux à tous les travailleurs et, surtout, il doit s'attaquer aux inégalités sociales en instaurant un impôt sur la fortune.

Les services publics d'intérêt général sont au service de l'humanité ! Chacun devrait dès lors y avoir librement accès, peu importe sa nationalité ou sa situation économique.

D'un côté, nous sommes heureux qu'il y ait des tentatives de protection. De l'autre, nous sommes en colère face à la situation actuelle, au manque de reconnaissance et de soutien. Cela résulte clairement d'un manque d'investissement dans les services publics, dans les soins de santé et dans des mesures sociales garantissant l'égalité. Toutes les vulnérabilités actuelles ne découlent pas uniquement de la crise, mais elles ont été engendrées il y a longtemps déjà par notre société et par les décisions qui ont été prises.

Les gens sont capables de faire preuve de solidarité comme nous le montre la multitude d'initiatives d'entraide qui ont été mises sur pied. Par contre, notre système économique ne reflète pas du tout cette image. Il est au contraire cruel et se fonde sur l'idée que les humains ne recherchent que leur profit. C'est illogique et en ce sens inhumain.

Il nous faut un monde économique représentatif de cette solidarité. Notre monde (du travail) a besoin d'un filet de sécurité pour tous. Nous voyons qu'il est urgent de garantir la survie et la dignité de chacun. Cela signifie entre autres que chacun doit être protégé, y compris les indépendants et les travailleurs informels. Les valeurs de justice et de solidarité doivent être représentées dans le système.

Pour qu'un système de protection sociale fonctionne, chacun doit y contribuer. Il est évident que les plus riches doivent contribuer davantage à la sécurité sociale, aux infrastructures de qualité et à l'éducation pour tous. C'est aussi une question de justice au niveau international, surtout lorsque l'on parle des firmes transnationales : elles devraient payer des cotisations de sécurité sociale et des impôts dans les pays où elles gagnent de l'argent, et pas seulement dans ceux où se situe leur siège.

Dans la situation actuelle et en cette époque de bouleversement, nous espérons voir des changements positifs et disons « **Profitons de cette occasion !** » En cette période de crise mondiale où presque tous les processus humains sont interrompus, l'occasion se présente de créer de nouveaux systèmes. Le moment est donc venu de réfléchir à nos priorités dans différents domaines :

- *Dans l'éducation* : Il est évident que la prise de conscience des gens est aujourd'hui cruciale. Ainsi, si les gens n'agissent pas de façon responsable maintenant (par exemple en portant un masque), toute la société s'en voit affectée. Il est clair qu'une prise de conscience est nécessaire : il faut changer

notre éducation afin de garantir cela. Comme l'espère un jeune travailleur du Japon : « Que ces conditions néfastes conduisent à un changement dans le système d'éducation japonais et dans le type de soutien apporté aux enfants. » Nous avons besoin d'une éducation qui remplace l'humain au centre du progrès et qui profite à l'ensemble de la société, non pas d'une éducation qui permet aux plus fortunés d'amasser davantage encore de richesses.

- *Au travail* : Nous constatons que cette pandémie renforce encore les inégalités existantes. Ceux qui étaient déjà défavorisés souffrent davantage. La précarité et l'insécurité auxquelles sont confrontés de nombreux travailleurs ont de graves conséquences pour l'ensemble de la société. Nous voyons clairement qu'il faut modifier les législations du travail pour qu'elles soient favorables au peuple et aux travailleurs et non au système capitaliste. Il faut appliquer strictement les règlements relatifs à l'hygiène et la sécurité au travail et toute violation doit être punie. Il faudrait évidemment aussi que tous les travailleurs s'organisent, s'associent et adhèrent à des syndicats ou des mouvements qui agissent pour sauvegarder les droits humains et les droits des travailleurs.
- *Dans le travail de soins* : Dans cette crise, nous voyons plus que jamais l'importance des personnes qui assurent des prestations d'aide et de soins. Ce travail prend différentes formes : s'occuper de la famille, d'autres personnes, de personnes âgées, d'enfants, prodiguer des soins. Le travail de nettoyage est une forme de soins et devrait être valorisé car il est important pour tous. Mais la réalité fait ressortir une grande contradiction : bien que ces prestations soient si importantes, elles ne sont pas valorisées. C'est le cas des différentes formes de travail de nettoyage (éboueurs, travailleuses domestiques, personnel de nettoyage des bureaux)

ainsi que du travail non rémunéré de soins au sein des familles. S'occuper des membres de sa famille ou de personnes en général est une tâche fréquente dans la société ; elle devrait être appréciée à sa juste valeur et soutenue financièrement. Cette tâche ne devrait pas toujours reposer sur les mêmes épaules. Il devrait y avoir une répartition juste et équitable des emplois rémunérés et du travail de soins entre les hommes et les femmes. Nous voyons aussi les mauvaises conditions de travail dans le secteur des soins de

santé et d'autres domaines de travail de soins rémunéré. Il faut changer les mentalités et garantir un système qui valorise réellement toutes les formes de travail de soins. Cette reconnaissance, que l'on voit par exemple aujourd'hui au Ghana en ce qui concerne les travailleurs de la santé, ne devrait pas être l'exception mais la règle. Les conditions de travail dans les secteurs de soins devraient permettre de vivre et de travailler dignement, même « en temps normal ».



- *Dans la protection sociale* : Pendant cette pandémie, l'importance d'un programme concret de protection sociale et d'un bon système de soins de santé est devenue de plus en plus évidente. Nous devons instaurer un système mondial de santé, d'éducation et d'infrastructure qui protège tout un chacun.
- *Dans l'écologie* : Nous voyons qu'il est effectivement possible d'interrompre ce que nous avons toujours considéré comme « normal ». Un jeune travailleur du Pérou croit même que « cette maladie est quelque chose que notre mère la Terre nous a envoyé pour pouvoir se nettoyer ». Saisissons-nous cette occasion pour préserver notre planète à long terme ?

En résumé, nous avons besoin d'un modèle économique différent. Nous avons besoin d'une protection sociale pour tous. Maintenant que notre économie est en récession, la question est de savoir si nous allons simplement continuer comme avant ou si nous allons profiter de l'occasion pour élaborer une meilleure approche, respectant la dignité des personnes, garantissant la justice et respectant les limites écologiques. Pour autant que nous ne nous trouvions pas dans l'incapacité d'agir en raison de la maladie ou de ses conséquences, nous nous voyons appelés et obligés de défendre les intérêts des jeunes plongés dans les réalités incertaines et précaires de la vie, partout dans le monde.

ACT II

SOLIDARITY



Que faut-il faire ?



Les gouvernements doivent agir car ...

a) Une protection sociale forte et solidaire est nécessaire à travers le monde

Cela implique des conditions de travail dignes pour les travailleurs et un filet de sécurité pour tous. Les réglementations relatives à l'hygiène et la sécurité au travail doivent à tout prix être appliquées conformément aux conventions de l'OIT. Chacun devrait apporter sa contribution à la sécurité sociale en fonction de sa fortune, la part réclamée aux sociétés transnationales devant être considérable. Des réglementations sont nécessaires pour les firmes transnationales numériques (telles que Google, Amazon, Facebook, etc.) afin qu'elles paient des impôts dans les pays où elles tirent des revenus, pas seulement dans ceux où elles ont leur siège.

Comme le recommandent des institutions de l'ONU telles que l'OMS et l'OIT, les pays devraient consacrer un pourcentage fixe de leur produit intérieur brut (PIB) à la protection sociale. Cette protection sociale devrait être gérée par des organismes gouvernementaux et non pas par des firmes privées, et ses fonds ne doivent pas servir à faire du profit.

Une protection sociale efficace doit :

- Couvrir chacun et chacune, y compris les migrants et les travailleurs informels.

Des mesures devraient être prises visant à la formalisation de l'économie informelle sans criminalisation des travailleurs informels.

- Inclure l'accès à des soins de santé pour tous fournis par des professionnels qualifiés.
- Inclure l'accès à des infrastructures telles qu'internet, l'électricité et l'eau car elles s'avèrent nécessaires pour une participation égale dans le monde d'aujourd'hui.
- Inclure un revenu garanti pour tous en cas de chômage.
- Inclure une éducation de qualité, une égalité des chances et un soutien pour tous dans l'éducation.
- Fournir aux réfugiés une alimentation décente et nutritive ainsi que de bonnes conditions d'hygiène.
- Promouvoir des solutions écologiques durables. Un accord sur le changement climatique doit être mis en œuvre et les responsables (tels que les États-Unis et la Chine) doivent répondre de leurs actes.

b) Des lois et des politiques en faveur d'un travail et d'une vie dignes pour tous sont nécessaires

Un travail digne est nécessaire pour tous, y compris les « minorités » telles que les jeunes, les migrants et les femmes.

Concrètement,

- Des mesures doivent être prises pour l'intégration des jeunes sur le marché du travail. Cela signifie qu'il faut lutter contre le chômage des jeunes tout en tenant compte de la qualité des emplois. Il faut une amélioration des droits et conditions des jeunes sur les lieux de travail.
- Il faut agir pour plus d'égalité entre les sexes, notamment en promouvant le leadership des femmes. Les gouvernements doivent ratifier la convention de l'OIT sur la violence basée sur le genre dans le monde du travail et ils doivent veiller à sa stricte application.
- De sérieuses améliorations doivent être apportées aux conditions de travail, y compris aux salaires, et aux droits de représentation des travailleurs des services de soins essentiels. De toute évidence, il ne suffit pas d'applaudir ces travailleurs sur les balcons ni de les couvrir publiquement d'éloges.
- Il faut réduire les risques sanitaires auxquels sont exposés les travailleurs qui logent dans des foyers pour migrants. Les travailleurs ont droit à un logement décent !
- Les droits des travailleurs opérant dans le monde du travail numérisé doivent être établis et actualisés, notamment en prenant des mesures pour limiter les heures de travail à celles prévues dans le contrat et en appliquant des réglementations claires à propos de la responsabilité qui incombe aux employeurs de fournir le matériel électronique nécessaire à la réalisation des tâches.
- La justice dans le monde numérique doit être garantie et les citoyens doivent avoir le contrôle de leurs données. Des mesures visant à limiter la domination des grandes entreprises telles que Google, Facebook et Amazon, qui gagnent leur argent en collectant nos données, doivent être adoptées.

- D'une façon générale, les législations du travail en vigueur doivent être respectées et leur application doit être contrôlée !

Nous demandons concrètement :

- 1) De respecter le droit à la santé et à la sécurité au travail, la liberté d'association, le droit de négociation collective, le droit à l'égalité des genres au travail, et les droits humains et des travailleurs en général.
- 2) Un revenu garanti et une sécurité d'emploi pour tous les travailleurs.
- 3) Une meilleure protection sociale pour tous et un soutien immédiat aux bas revenus et aux travailleurs informels.
- 4) La réalisation immédiate de tests de masse et un traitement gratuit pour tous.

La société, la société civile et nous, jeunes travailleurs, devons agir, car ...

- En tant que jeunes travailleurs et au sein de la société civile, nous devrions approfondir nos discussions et nos positions sur différents points.
- Nous devons approfondir nos discussions sur la protection sociale.
- Nous devrions adapter nos positions et nos revendications en fonction de ce « nouveau » monde du travail (par exemple sur les questions : « Qui paie le matériel ? » - « Comment garantir la frontière entre travail et vie ? » - « Comment garantir à chacun l'accès à l'électricité et à internet tout en respectant les limites écologiques ? » - « Comment pouvons-nous garantir que les données des gens seront protégées au travail et dans la vie ? ».) Nous devrions aussi formuler des revendications claires et faire preuve de solidarité avec les travailleurs qui produisent les appareils électroniques.



- Les syndicats et les associations devraient renforcer l'inclusion et l'organisation des travailleurs informels, des dispensateurs de soins proches de l'informalité, des jeunes, des femmes et des migrants.
 - Nous devrions tous prendre conscience des différences entre les genres dans le contexte du travail, notamment du fait que le travail de soins a une dimension humaine et que chacun devrait y participer. C'est une question de modèle culturel, de protection sociale et de « culture professionnelle ». Nos sociétés devraient peut-être réduire le nombre d'heures de travail rémunérées pour tous.
 - La société civile devrait suivre de près les processus politiques, notamment élever la voix pour que soient mis en œuvre les droits civils et sociaux existants et exiger la ratification de la convention sur la violence basée sur le genre.
 - Il faut faire prendre conscience du rôle crucial que jouent les jeunes dans nos sociétés afin de les inclure dans les espaces de décision et éviter tout type de discrimination basée sur l'âge dans la société et au travail.
 - Chacun est appelé à s'assurer du respect des droits des travailleurs, à élever la voix si nécessaire et à promouvoir la paix et la solidarité autour de soi.
 - Le travail en réseau avec des organisations de la société civile, des ONG, des mouvements sociaux, des membres de l'Église qui visent le même but doit être renforcé. Comme l'a déclaré un défenseur philippin des travailleurs et des droits humains : « Aujourd'hui plus que jamais, nous devons bâtir des ponts entre nous car l'ennemi est trop grand et nous avons besoin de plus de force pour riposter. »
- Mais tout ceci ne devrait pas nous empêcher de nous engager tous dans une sérieuse réflexion : comment pouvons-nous profiter de l'interruption actuelle des processus économiques et des chaînes de valeur mondiales pour garantir la transition vers une économie mondiale respectueuse de la dignité de tout un chacun ?
- Nous avons besoin de meilleures conditions de travail, de justice et d'une sécurité au travail pour toutes et tous !**